

Les subsides

Je prie le député de Skeena de ne pas se montrer trop dur envers le représentant de Prince George-Peace River, car s'il reste debout assez longtemps, il nous en apprendra peut-être un peu plus long sur les idées que ne partagent pas les conservateurs sur diverses questions.

Les Tories s'en prennent beaucoup ces jours-ci aux programmes de création d'emplois du gouvernement. Je me demande pourquoi. Ils affirment ne pas avoir eu l'occasion de participer à l'élaboration de certains projets. Qu'y a-t-il d'anormal à cela? Pourquoi devraient-ils avoir leur mot à dire en ce qui a trait à la mise en œuvre de ces projets? Les citoyens canadiens ont eu la sagesse d'élire il y a quatre ans un gouvernement libéral. Quand les Tories finiront-ils par se convaincre qu'ils ne sont pas le gouvernement. Naturellement, en tant que députés, ils peuvent et doivent donner leur avis à la Chambre sur les programmes et les dépenses publiques, mais ils n'ont absolument aucune raison d'avoir voix au chapitre pour la mise en œuvre de ces programmes.

Si les conservateurs veulent avoir voix au chapitre, deux possibilités s'offrent à eux: ils peuvent se faire élire en assez grand nombre pour constituer un gouvernement, ou ils peuvent changer de parti et appuyer le gouvernement. Ce sont les deux seules façons dont ils vont pouvoir participer à la mise sur pied des programmes du gouvernement. C'est ainsi que fonctionne un régime démocratique.

M. Dick: C'est le système de l'assiette au beurre.

M. Simmons: Ai-je davantage voix au chapitre que les députés conservateurs en ce qui concerne les programmes de création d'emplois, monsieur le Président? La réponse est un oui catégorique, vous pouvez m'en croire. Il ne faudrait pas compter sur moi pour soutenir un gouvernement qui ne me permettrait pas d'avoir davantage d'influence que si j'étais dans l'opposition. Il est évident que j'ai mon mot à dire. Quiconque prétendrait le contraire se tromperait lourdement ou ferait preuve de naïveté. Pourquoi alors fait-on tant d'histoires à propos du programme de création d'emplois du gouvernement et des initiatives que nous avons prises pour créer des emplois dans tout le pays? Pourquoi cette inquiétude forcée, cette manifestation orchestrée de colère, cette indignation simulée de la part des conservateurs? Pour trouver la réponse, monsieur le Président, il faut remonter à 1979, au temps du gouvernement conservateur qui n'a heureusement été que de courte durée. Ce gouvernement a fait disparaître les programmes de main-d'œuvre qu'avait lancés le gouvernement libéral précédent. Voilà la position de ce parti sur la création d'emplois. Il a supprimé tous les projets relatifs aux pêches dans la région de l'Atlantique lorsque le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) a été ministre des Pêches. J'entends les conservateurs dire que ce n'est pas vrai. Ils veulent récrire ce chapitre de l'histoire, comme le député de Prince George-Peace River l'a fait à propos de Schefferville. Personne de Schefferville ne le croira cependant. Personne de l'ouest du Labrador n'ajoutera foi à ses histoires. Personne de Terre-Neuve ne se laissera prendre à son boniment.

• (1650)

Au cours de mes tournées dans Terre-Neuve, la question que je me fais poser le plus souvent par les gens ordinaires qui ne

suivent pas la politique de trop près est la suivante: est-ce que le chef de l'opposition (M. Mulroney) est le même homme qui a été président de la société Iron Ore du Canada. Ils me demande si c'est le même homme qui était mêlé à l'affaire de Schefferville. Si le député de Prince George-Peace River veut m'en croire, il aurait tout avantage politique à éviter ce sujet comme la peste, car rien ne justifie ce qui s'est produit et la seule excuse que peut avoir celui qui est aujourd'hui le député de Central Nova (M. Mulroney), c'est qu'il avait reçu ses instructions de Cleveland.

M. Ellis: Qu'est-ce que c'est que ce charabia?

M. Simmons: Le député de Prince Edward-Hastings (M. Ellis) n'y comprend peut-être rien. Cela n'a rien d'étonnant. Si le député de Central Nova avait eu les intérêts des gens de Schefferville à cœur, il n'aurait pas été aussi empressé de se plier aux désirs de la multinationale de Cleveland. Voilà ce que cela veut dire.

M. Ellis: Sottises!

M. Simmons: Ils recommencent, monsieur le Président. Ce parti veut récrire d'autres parties de l'histoire. Ces programmes de création d'emplois répondent à des besoins économiques et sociaux très réels.

M. Oberle: Creuser des trous pour ensuite les remplir.

M. Simmons: Ces programmes procurent des emplois. Ils servent à améliorer des installations dans des localités de tous les coins du pays. Le député de Prince George-Peace River parle de trous qu'on creuse pour ensuite les remplir. Cela prouve le peu qu'il sait des réalisations de ces programmes. Est-ce qu'un établissement pour l'habillage de la viande à Robinson, à Terre-Neuve, c'est creuser un trou pour le remplir? Non, c'est un moyen d'aider des agriculteurs à mettre leur produit sur le marché. Le député est-il contre? Et le mur de soutènement, à Crabbes River, pour aider les pêcheurs? Et les digues, à Rushoon, à Terre-Neuve, pour protéger la propriété des habitants locaux contre les crues? Et le poste d'incendie à Morrisville, l'aqueduc réaménagé à Red Harbour, le centre communautaire à St. Theresa's, les améliorations au stade de hockey de Port-aux-Basques?

M. Oberle: Nous avons maintenant droit aux listes.

M. Simmons: On peut difficilement dire que c'est creuser des trous pour les remplir ensuite. Ces projets répondent à des besoins bien réels de localités de tout le Canada. A-t-on de sombres et abominables desseins, monsieur le Président, quand on veut aider les Canadiens de toutes les régions à protéger leur maison contre les crues, les agriculteurs à préparer leurs produits pour le marché et les pêcheurs à radouber leurs bateaux? Voilà ce que vont accomplir les fonds destinés à la création d'emplois que j'ai contribué à voter. Les conservateurs trouvent cela minable, sinistre et appellent cela du favoritisme. Je dirai, monsieur le Président, que c'est employer de façon très raisonnable les deniers publics. Ce faisant, nous fournissons des emplois à des gens qui ont traversé une ou deux années très pénibles, surtout à Terre-Neuve. Le secteur de la pêche hauturière s'est presque effondré. Celui de la pêche côtière a connu une année absolument désastreuse.

M. Oberle: A qui la faute?